

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/COMTD/41
11 septembre 2002

(02-4755)

Comité du commerce et du développement

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE SUR LE COMMERCE ORGANISÉE PAR L'OMC À L'INTENTION DE L'EUROPE CENTRALE ET DU SUD-EST

ZAGREB, CROATIE

11-12 juin 2002

Le Secrétariat de l'OMC distribue aux Membres et aux observateurs pour leur information le rapport^{*} de la réunion mentionnée ci-dessus.

RAPPORT

I. INTRODUCTION

1. Les 11 et 12 juin 2002 s'est tenue à Zagreb (Croatie) une Conférence ministérielle sur le commerce organisée par l'OMC à l'intention de l'Europe centrale et du Sud-Est, en coopération avec le pays hôte, la Croatie. Le présent rapport récapitulatif a été élaboré par le Secrétariat de l'OMC pour l'information des participants à la Conférence et des Membres.

2. Les principaux objectifs de la réunion étaient d'aider les pays à prendre une part plus active au système commercial multilatéral et aux négociations en cours. Ces objectifs ont été poursuivis au moyen de séances axées sur les grands thèmes suivants:

- Coopération technique de l'OMC/Accessions à l'OMC.
- Le système commercial multilatéral dans l'après-Doha: nouvelles questions résultant de Doha, difficultés à venir.
- Élaboration de règles commerciales et libéralisation des échanges: le régionalisme et l'OMC à la lumière de Doha; et
- Défis et perspectives concernant le système commercial multilatéral: commerce et investissement.

3. Il s'agissait de la première Conférence ministérielle de haut niveau organisée par l'OMC dans la région. Elle a offert aux participants une occasion unique d'échanger des informations et de confronter leurs expériences à l'OMC, et de partager des idées, par exemple sur la façon dont tous les acteurs pourraient œuvrer ensemble pour faire progresser la région. Des ministres, des vice-ministres

^{*} Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

et des hauts fonctionnaires de 18 pays étaient invités. Ces pays étaient les suivants: Albanie, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Moldova, Pologne, République fédérale de Yougoslavie, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Slovénie et Turquie.

4. Étaient également invités à la réunion des donateurs bilatéraux (États-Unis, Commission de l'Union européenne et Japon), le corps diplomatique présent en Croatie, des représentants d'organisations et d'organes régionaux et internationaux (Banque mondiale, FMI, PNUD, CCI, Organisation de coopération économique de la mer Noire, Chambre de commerce internationale, Institut mixte de Vienne (IMV), OCDE, OPIC, OSCE, BERD, CNUCED, CEE-NU, OMPI, CESAP, Forum économique mondial et Pacte de stabilité), ainsi que certaines ONG.

5. Une documentation de base comprenant des rapports et un bulletin d'information d'actualité, élaborée par le Secrétariat de l'OMC, a été fournie aux participants.

II. OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE

6. Le Ministre de l'économie, S.E. M. Hrvoje Vojkovic, a souhaité la bienvenue aux participants à la Conférence. Dans son exposé, il a souligné l'importance de la libéralisation des échanges en tant qu'outil d'aide à l'intégration des pays dans l'économie mondiale et a appelé à soutenir fermement les pays en voie d'accession. Il a de plus souligné que les négociations de Doha favoriseraient le développement et la croissance économiques.

7. Le discours d'orientation a été prononcé par le Premier adjoint du Premier Ministre, S.E. M. Drazen Budisa, qui a souligné l'importance majeure de l'OMC pour le développement économique de la Croatie. La croissance économique de la Croatie s'était accélérée depuis que le pays était devenu Membre de l'OMC en 2000 et ses perspectives d'avenir étaient bonnes. D'importantes réformes économiques et juridiques intervenues à la suite de l'accession à l'OMC avaient contribué au renforcement des capacités humaines et institutionnelles et consolidé l'élaboration des politiques nationales. L'accession de la Croatie à l'OMC avait donc été un élément essentiel de son intégration dans le système économique mondial, lui permettant à la fois d'améliorer ses échanges et, d'une manière générale, de mener des politiques économiques efficaces. L'Adjoint du Premier Ministre s'est félicité du Programme de Doha pour le développement qui, a-t-il souligné, donnerait une impulsion supplémentaire à la poursuite de la libéralisation du commerce et à la croissance économique.

8. M. Mike Moore, Directeur général de l'OMC, a officiellement ouvert la Conférence dont il a exposé les objectifs fondamentaux. Premièrement, le but de la Conférence était d'aider les pays qui soit étaient sur le point d'accéder à l'OMC, soit l'avaient fait dans un passé récent, à prendre une part active au système commercial multilatéral. Deuxièmement, la Conférence pourrait permettre de déterminer quel soutien leur apporter dans leurs préparatifs pour participer au processus de négociations en cours. Le Directeur général a dit que cette Conférence donnait l'occasion unique d'échanger des points de vue et de partager des expériences sur un large éventail de questions liées à l'OMC et au commerce. Il a en outre indiqué qu'il était important pour le Secrétariat de l'OMC d'être directement informé par les participants des problèmes qui se posaient dans les pays de la région.

III. RÉSUMÉ ET PRINCIPALES QUESTIONS ISSUES DE LA CONFÉRENCE

9. Les participants ont échangé des vues sur un large éventail de questions liées au commerce. Le programme (ci-joint) était structuré autour de quatre thèmes principaux. Les discussions de chaque séance et les principales questions soulevées sont résumées ci-dessous:

Séance 1: Coopération technique de l'OMC/Accession à l'OMC

10. M. Paul-Henri Ravier, Directeur général adjoint de l'OMC, dirigeait cette séance en qualité de modérateur. Il a commencé par souligner que la Déclaration de Doha avait réaffirmé que l'assistance technique était l'une des activités essentielles de l'OMC portant sur l'éventail complet des sujets de négociation. Suite à Doha, des changements importants avaient été apportés à la fourniture de l'assistance technique. La notion d'assistance technique avait été considérablement élargie et l'accent mis plus particulièrement sur la formation et le renforcement des capacités humaines et institutionnelles. L'assistance technique visait davantage à aider les pays à tirer pleinement parti des règles de l'OMC qu'à simplement les leur expliquer. M. Ravier a souligné que l'OMC avait désormais à sa disposition toute une gamme d'outils efficaces pour aider les pays.

11. M. Ravier a expliqué le mandat du Programme de Doha pour le développement en matière d'assistance technique en passant brièvement en revue les onze paragraphes du dispositif concernant la coopération technique et le renforcement des capacités contenus dans la Déclaration de Doha. Il a examiné les réponses stratégiques du Secrétariat au mandat de Doha et analysé les résultats obtenus jusque-là. Il a particulièrement souligné les progrès accomplis concernant la mise en œuvre du Plan d'assistance technique pour 2002, la base de données du Programme de Doha pour le développement, actuellement en cours d'élaboration en partenariat avec l'OCDE, et le Fonds global d'affectation spéciale au Programme de Doha pour le développement. Il a également rappelé aux participants qu'ils devaient notifier au Secrétariat pour le mois de juillet 2002 leurs priorités et leurs demandes en matière d'assistance technique pour 2003.

12. M. Ravier a insisté sur la nécessité d'une coordination interorganisations plus étroite des activités d'assistance technique. Il a rappelé la coopération de l'OMC avec les banques régionales de développement ainsi qu'avec des institutions intergouvernementales sur certains sujets (FAO, OMD, OMPI, CEE-NU, CNUCED, ONUDI, CCI, organismes de normalisation, etc.). La coordination avec les donateurs bilatéraux avait été renforcée afin d'éviter les doubles emplois et chevauchements.

13. M. Ravier a dit qu'il fallait plus de formation afin de surmonter les problèmes de capacité humaine auxquels étaient confrontés les pays en développement. Il a rappelé les récentes initiatives du Directeur général visant à organiser les cours de politique commerciale de l'OMC basés à Genève dans des instituts de formation spécialisés au Maroc et au Kenya. Il a indiqué que les possibilités de mettre cette idée en œuvre en Europe centrale et du Sud-Est étaient actuellement à l'étude avec l'Institut mixte de Vienne, avec lequel l'OMC entretenait depuis longtemps des relations de travail.

14. Au cours des discussions, les principaux points suivants ont été soulignés:

- L'assistance technique avait pris une importance considérable depuis Doha et faciliterait grandement la participation des pays aux négociations commerciales multilatérales.
- La création du Fonds global d'affectation spéciale au Programme de Doha pour le développement était favorablement accueillie. Plusieurs participants ont mentionné les contributions financières de leurs pays à ce fonds.
- L'assistance technique devait être bien ciblée et axée sur des demandes spécifiques.
- L'approche fondée sur la demande restait valable, mais il fallait assurer un niveau satisfaisant de fourniture en matière d'assistance technique grâce à des cours de formation et à des séminaires régionaux.

- L'assistance technique était d'une importance primordiale pour les pays en développement et les économies en transition, y compris les pays sur le point d'accéder à l'OMC et ceux qui y avaient accédé récemment.
- L'assistance devrait être particulièrement axée sur le renforcement des capacités institutionnelles et humaines, l'accession et certaines questions telles que l'agriculture, les services, les ADPIC, les indications géographiques, le règlement des différends, les règles (antidumping, sauvegardes), l'accès aux marchés et les "questions soulevées à Singapour".
- Des études analytiques et des recherches sur les produits et les stratégies de développement du marché devraient être réalisées.
- Une assistance technique était nécessaire concernant certains points, dont:
 - la rédaction et l'harmonisation de la législation nationale;
 - le respect des obligations en matière de notification;
 - l'inscription d'engagements sur les listes dans le domaine des services (AGCS);
 - la présentation de demandes et d'offres pour les biens et services.
- Une assistance technique devrait être fournie pour former les responsables chargés d'élaborer des politiques et les formateurs, établir le dialogue avec les parlementaires et la société civile et créer des partenariats secteur public/secteur privé.
- Une assistance technique devrait être fournie grâce à des séminaires, des conférences et des ateliers afin de consolider le soutien en faveur de l'OMC, d'expliquer les avantages à être Membre de l'OMC et sensibiliser davantage les secteurs privé et public.
- Les pays donateurs devaient coordonner leurs activités respectives en matière d'assistance technique avec la participation du Secrétariat de l'OMC.
- Plusieurs Membres se sont dits prêts et décidés à partager leurs expériences nationales avec les pays accédants, à fournir une assistance à ces pays dans les domaines souhaités et à mettre des experts nationaux à leur disposition.
- Des organisations internationales et des donateurs bilatéraux ont donné aux participants des explications détaillées sur leur aide actuelle et potentielle.

15. On a également porté un très grand intérêt aux accessions, le deuxième grand thème de la séance 1. Ce qui suit est un résumé des principaux points abordés:

- Les pays participants sur le point d'accéder à l'OMC ont souligné qu'il fallait une flexibilité dans les négociations en vue de l'accession, des calendriers précis et des engagements qui ne dépassent pas ceux des Membres actuels.

- Plusieurs Membres ont demandé qu'on considère attentivement les conséquences que l'accession à l'OMC pouvait avoir sur les accords commerciaux existant entre les pays accédants.
- Des dispositions transitoires visant à mettre en œuvre certains Accords de l'OMC complexes tels que les Accords sur les OTC, les SPS, les ADPIC, et l'agriculture, devraient être envisagées, si nécessaire, pour tenir compte des ressources et des capacités administratives limitées de nombreux pays accédants.
- L'assistance technique devait être expressément axée sur la question de la participation aux négociations de Doha. À cet égard, il existait un besoin immédiat et urgent de renforcement des capacités sur les nouvelles questions.
- Il était généralement admis que l'OMC et d'autres organisations internationales, de même que différents partenaires, avaient fourni une assistance technique de grande qualité à des pays en matière d'accession et qu'il faudrait intensifier ces activités et utiliser davantage les synergies et les complémentarités entre les organisations.
- L'assistance technique devrait être poursuivie après l'accession, afin de faciliter la mise en œuvre des engagements convenus, y compris le respect des prescriptions de l'OMC en matière de notification.
- Les pays participants ont été informés que, conformément à la Déclaration ministérielle de Doha, un séminaire sur l'accession à l'OMC, ouvert à tous les Membres de l'OMC et aux pays accédants, se tiendrait à Genève les 15 et 16 juillet 2002.

Séance 2: Le système commercial multilatéral dans l'après-Doha: nouvelles questions résultant de Doha: difficultés à venir

16. Au cours de cette séance, les participants se sont intéressés à la façon dont les pays de la région pourraient participer davantage aux négociations de l'OMC et à la façon dont cette démarche pourrait être soutenue au mieux par des procédures et des réformes nationales.

17. Le modérateur et orateur principal, M. Mike Moore, Directeur général de l'OMC, a ouvert la séance et donné un aperçu général de l'état actuel des négociations. Il a souligné les points suivants, sur lesquels des progrès avaient été faits:

- Un Comité des négociations commerciales destiné à superviser les travaux avait été créé.
- La structure des négociations et les Présidents des différents organes de négociation avaient été déterminés.
- Les programmes de travail de la plupart des organes avaient été définitivement arrêtés.
- La Conférence ministérielle suivante se tiendrait à Cancún (Mexique) du 10 au 14 septembre 2003.

- Pour faciliter les négociations, le Secrétariat de l'OMC avait été réorganisé afin de recentrer ses priorités sur le Programme de Doha, et les Membres avaient accepté le Plan d'assistance technique de 2002.

18. Cependant, M. Mike Moore a souligné que, compte tenu du délai très court imparti pour les négociations, il fallait se garder d'un optimisme excessif. Les participants aux négociations devraient se montrer beaucoup plus explicites quant à leurs priorités et soumettre des propositions concrètes. M. Mike Moore a indiqué que, d'ici à la prochaine réunion du Comité des négociations commerciales en juillet, il faudrait avoir une idée plus précise de la voie qui menait au Mexique et au-delà, dans chaque secteur et dans les négociations en général.

19. Voici un résumé des principales vues exprimées:

- Des progrès satisfaisants avaient été réalisés et des mesures concrètes prises à la suite de la Conférence ministérielle de Doha. Les Membres ont réaffirmé leur engagement à l'égard du Programme de Doha pour le développement et ont insisté sur le fait que les délais convenus devaient être respectés. Il incombait à tous les Membres de faire des négociations de Doha une réussite.
- Les modalités des négociations et l'assistance technique seraient déterminantes pour garantir l'entière participation des pays de la région.
- Pour de nombreux pays, la conclusion des négociations en vue de leur accession et la mise en œuvre des obligations contractées dans le cadre de l'OMC, après l'accession, étaient des questions critiques. Une assistance technique était également nécessaire pour aider les pays à mettre en application les obligations et engagements contractés dans le cadre de l'OMC.
- Des préoccupations ont été exprimées concernant les récentes mesures de politique commerciale prises dans les domaines de l'acier et des subventions à l'agriculture. Ces événements pouvaient avoir une influence négative sur le climat général des négociations.
- Des explications détaillées ont été données aux participants sur les domaines qui présentaient un intérêt pour leurs pays, y compris l'accès aux marchés, les négociations tarifaires pour les produits non agricoles, les ADPIC, l'agriculture, les négociations sur les services, le règlement des différends, les règles, la transparence dans la passation des marchés publics, la facilitation des échanges, l'investissement, la politique de concurrence et le commerce et l'environnement.
- On a insisté sur l'importance des initiatives en matière de libéralisation des échanges au niveau régional telles que celles prises dans le cadre du Pacte de stabilité.

Séance 3: Élaboration de règles commerciales et libéralisation: le régionalisme et l'OMC à la lumière du mandat de Doha

20. L'orateur principal, M. Clem Boonekamp, Directeur de la Division d'examen des politiques commerciales de l'OMC, a présenté le sujet. Il a indiqué que les Membres de l'OMC reconnaissaient l'importance du rôle que pouvaient jouer les accords commerciaux régionaux pour favoriser la libéralisation des échanges, améliorer les débouchés commerciaux et, enfin, promouvoir le développement économique. Il a souligné qu'une différence fondamentale entre les accords régionaux et les accords commerciaux multilatéraux était que les premiers étaient par définition discriminatoires.

Il a expliqué que, selon les règles de l'OMC, les accords commerciaux régionaux étaient autorisés sous certaines conditions, mais que l'interprétation du libellé de ces règles s'était révélée litigieuse et avait entravé les travaux du Comité des accords commerciaux régionaux. Un seul accord régional (l'union douanière tchèque et slovaque) avait été déclaré pleinement conforme aux règles de l'OMC (article XXIV du GATT, article V de l'AGCS et Clause d'habilitation). Les règles de l'OMC n'étaient pas suffisamment claires sur les critères relatifs à la conformité des accords commerciaux régionaux avec les dispositions de l'OMC.

21. Le réexamen des disciplines de l'OMC était devenu une tâche urgente. Le nombre d'ACR avait rapidement augmenté. Presque tous les Membres de l'OMC et pays accédants étaient parties à des accords régionaux ou envisageaient d'en conclure. Il existait plus de 250 ACR, dont quelque 80 s'appliquaient à des pays de la région. L'une des principales préoccupations liées à ces accords était le chevauchement de leurs champs d'application. En outre, contrairement au passé, les ACR avaient tendance à comporter des dispositions dans des domaines tels que l'investissement, la politique de la concurrence, la main-d'œuvre et l'environnement, ce qui risquait de créer des conflits entre les réglementations. Dans la Déclaration de Doha, les Membres étaient convenus d'examiner quelques-unes des principales préoccupations et de négocier une solution. M. Boonekamp a indiqué que les questions qu'il avait examinées avaient été développées dans un document du Secrétariat qui avait été distribué aux participants.

22. Voici un résumé des principales vues exprimées:

- Les participants ont souligné la primauté du système commercial multilatéral et sont convenus que les accords commerciaux régionaux étaient un second choix par rapport aux règles commerciales multilatérales. Cependant, il était souvent plus facile, plus efficace et moins long de s'entendre sur des questions spécifiques au niveau régional qu'au niveau multilatéral. La libéralisation des échanges sur une base NPF pouvait être compliquée et longue, alors que les intérêts nationaux pouvaient être mieux servis grâce à une libéralisation régionale. L'importance croissante des ACR reflétait donc une réalité économique et politique.
- Les participants ont insisté sur l'importance des accords commerciaux régionaux pour les pays de la région et dit qu'ils continuaient à soutenir le renforcement de la coopération régionale visant à faciliter les échanges. Ils ont également indiqué que le commerce régional pouvait améliorer le commerce multilatéral. De même, ils ont souligné que les principes essentiels des règles multilatérales, en particulier en matière de transparence, devaient être strictement respectés.
- Il a été souligné que les accords commerciaux préférentiels régionaux pouvaient aider, entre autres, à accélérer la croissance, à renforcer la position dans les négociations et à amortir les chocs extérieurs. De plus, cela pouvait constituer une étape essentielle dans l'intégration des pays dans le système commercial multilatéral;
- Les participants ont indiqué que l'administration des réglementations et la mise en œuvre des dispositions des accords régionaux, outre qu'elles assuraient le respect des règles commerciales multilatérales, pouvaient avoir des conséquences importantes sur l'élaboration des politiques intérieures et surcharger les administrations régionales.
- Les représentants des principaux organes régionaux et donateurs de la région ont rendu compte en détail des résultats des grandes initiatives commerciales dans la région. Ils ont également souligné la coopération existant entre les organes régionaux et l'OMC et la façon dont cette coopération pourrait être renforcée dans l'avenir.

- Les participants ont réclamé des règles plus strictes et plus claires sur les ACR afin de résoudre les questions qui posaient problème, de lever les incertitudes de l'article XXIV du GATT et de donner des définitions claires des principes fondamentaux contenus dans les dispositions de l'OMC.

Séance 4: Défis et perspectives concernant le système commercial multilatéral: commerce et investissement

23. Certaines des grandes questions débattues au cours de cette séance ont porté sur la façon dont les pays pouvaient:

- tirer avantage des nouvelles possibilités de marché;
- ouvrir davantage leurs marchés;
- participer davantage au processus de mondialisation;
- assurer la cohérence des mesures de politique commerciale avec les autres politiques économiques;
- s'inspirer du droit et des règles de l'OMC pour favoriser leurs politiques nationales;
- renforcer les capacités humaines et institutionnelles afin de mieux comprendre le système commercial multilatéral et d'y participer davantage; et
- assurer un apport continu d'IED afin d'élargir les nouvelles possibilités économiques.

24. Le modérateur, M. Lago, Chef économiste adjoint de la BERD, a fait une déclaration liminaire soulignant qu'un processus bien conçu d'élaboration des politiques nationales était une condition *sine qua non* pour la facilitation des échanges. Il a indiqué qu'on trouvait des distorsions surtout au niveau national et qu'il fallait d'abord les corriger. À cet égard, il a indiqué cinq aspects de l'élaboration des politiques qui influenceraient les courants commerciaux et financiers:

- améliorer la libéralisation intérieure du commerce et des services;
- assurer l'efficacité intérieure en matière de finances;
- créer des possibilités d'investissement et une politique industrielle;
- assurer un cadre réglementaire intérieur approprié et suffisant; et
- assurer une stabilité macro-économique.

25. M. Lago a expliqué les grandes fonctions de la BERD, qui investissait dans 27 pays, dont tous les pays représentés à la réunion. Il a souligné qu'environ 10 pour cent de tous les IED arrivant dans la région étaient mobilisés par la BERD. Cette dernière soutenait activement la facilitation des échanges commerciaux et avait un programme spécialisé dans ce domaine. Elle y contribuait également grâce à des projets d'infrastructures, y compris des travaux routiers, des installations de production d'énergie, etc.

26. Plusieurs participants ont présenté des exposés courts et centrés sur les résultats économiques de leurs pays, sa situation commerciale et financière, les nouvelles possibilités d'investissement et les

conditions réglementaires et macro-économiques actuelles. Ils ont également souligné les principaux problèmes rencontrés par leurs pays au regard de l'évolution du système commercial multilatéral et de l'économie mondiale. Certains de ces problèmes concernaient la façon dont les politiques intérieures pourraient améliorer les échanges transfrontières, l'investissement étranger direct et le renforcement des capacités. D'autres étaient liés à la mise en place de mécanismes visant à améliorer la transparence, la non-discrimination et la stabilité des politiques commerciales et financières. Certaines organisations ont également fait des déclarations, dont la Banque mondiale, le CCI, l'OPIC, la CEE-NU et la Fondation Soros.

27. Voici un résumé des principales vues exprimées:

- Dans l'ensemble, l'IED avait rapidement augmenté en 2000 mais avait brutalement diminué en 2001. On a indiqué que l'IED nécessitait des conditions de transparence, de prévisibilité et de stabilité et qu'il était perturbé par l'inflation, l'instabilité politique, l'absence de prévisibilité et les réglementations administratives lourdes qui prenaient du temps.
- La contribution de l'IED au développement de l'économie nationale a été soulignée. À cet égard, il a été fait référence en particulier aux programmes de privatisation, au processus de restructuration économique et aux investissements en installations nouvelles.
- Les pays participants ont résumé les programmes de réforme législative adoptés pour mettre en œuvre les Accords de l'OMC et ils ont attiré l'attention sur les secteurs économiques qui avaient besoin de mesures d'encouragement pour l'investissement étranger et les capitaux privés étrangers.
- La question de savoir si les mesures d'encouragement à l'investissement pouvaient être considérées comme des outils efficaces pour attirer l'IED a été débattue. Différentes vues, considérant la question selon des perspectives économiques à court et long terme, ont été exprimées.
- Plusieurs participants ont indiqué qu'ils avaient des accords d'investissement bilatéraux mais qu'ils soutenaient des initiatives en cours visant à élaborer des disciplines multilatérales en matière d'investissement, qui pourraient comporter des éléments essentiels tels que la transparence, la prévisibilité et la non-discrimination.
- D'après l'expérience de nombreux pays, la libéralisation des échanges conjuguée à la mise en œuvre des Accords de l'OMC et d'autres politiques financières et économiques était une condition *sine qua non* pour le développement économique et pour attirer l'IED.
- Les organisations régionales pourraient aider les économies en transition en leur fournissant un cadre régional où étudier leurs priorités et leurs préoccupations en matière de réforme intérieure.
- Des représentants d'organisations internationales et d'organismes régionaux ont décrit leurs activités dans la région et indiqué que des études récentes confirmaient que le développement économique et la libéralisation des échanges étaient complémentaires. Les pays participants sont convenu qu'une étroite coopération entre les organisations internationales fournissant une assistance technique était nécessaire compte tenu de leurs différents mandats, compétences et ressources.

28. Après les remarques finales du Directeur général, le Directeur général adjoint, M. Ravier, a présenté un résumé des débats des différentes séances.

29. Le Ministre de l'économie, S.E. M. Hrvoje Vojkovic, a formulé les observations finales, après quoi le Directeur général a clos officiellement la Conférence.

30. De nombreuses idées et observations utiles sur la meilleure façon d'aider la région à s'intégrer au système commercial multilatéral ont été mises en lumière au cours de la Conférence. D'une manière générale, les participants ont estimé que cette conférence était une première étape qui devrait être suivie d'autres activités dans la région. Le Directeur général s'est engagé à distribuer un rapport du Secrétariat sur la Conférence à tous les participants et aux Membres de l'OMC pour information.
